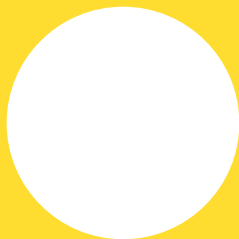




ETI

ENQUÊTE

2014





ETI

ENQUÊTE 2014

SYNTHÈSE	4-7
—	
1 PROFIL	8-23
—	
2 ACTIVITÉ	24-33
—	
3 EMPLOI	34-39
—	
4 SITUATION FINANCIÈRE	40-43
—	
5 CROISSANCE INTERNE	44-49
—	
6 CROISSANCE EXTERNE	50-57
—	
7 FINANCEMENTS EXTERNES	58-65
—	
8 MÉTHODOLOGIE	66-69
—	

SYNTHÈSE

**Les ETI anticipent
une hausse modérée
de leur activité en 2014,
et notamment les plus
internationalisées.
La croissance
des investissements
modeste l'an dernier
devrait s'accélérer.**

Après un passage à vide en 2013, **le redressement de l'activité s'esquisse chez les ETI⁽¹⁾ de l'industrie**, en particulier celles de taille importante et disposant de sites de production à l'étranger. L'embellie qui se dessine timidement dans les branches situées en amont du système productif n'atteint pas encore les secteurs du commerce et des services, où la demande reste atone.

Cependant, **les ETI qui mènent des politiques d'innovation volontaristes sont nettement plus optimistes** que les autres.

30 % des ETI sont internationalisées, c'est-à-dire disposent d'au moins une filiale ou co-entreprise de production ou de distribution en dehors de l'Hexagone. De plus, 14 % ont un projet ferme de création de filiale ou de prise de participations à l'étranger, l'Union européenne étant la principale zone d'implantation ciblée devant l'Asie. **Ces ETI internationalisées pensent accroître plus vite leurs effectifs sur le sol national que celles non internationalisées**, même si la progression de leurs effectifs à l'étranger devrait y être plus forte encore qu'en France.

Les investissements de croissance interne ont peu progressé en 2013 mais devraient s'accélérer cette année, notamment chez les ETI de plus de 500 salariés, innovantes et internationalisées. **Le nombre des opérations de croissance externe s'est maintenu**, près du quart des ETI nationales ayant créé au moins une filiale en 2013. Leur rythme devrait rester soutenu, un quart des entreprises déclarant au moins un projet de création de filiale à court terme.

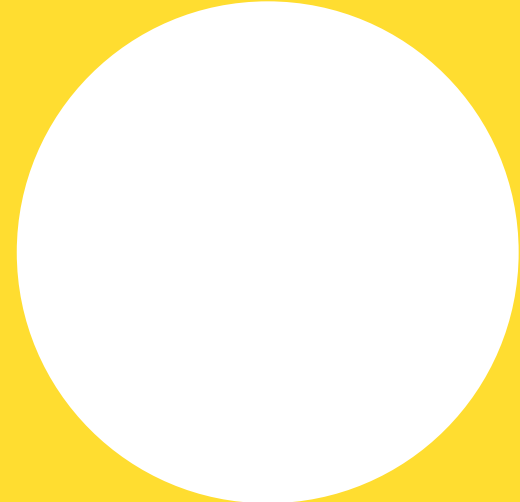
L'ensemble des investissements de croissance, interne et externe, réalisés en 2013 a été financé pour moitié par autofinancement et pour presque autant par recours à l'endettement et au crédit bancaire. Les apports en fonds propres n'ont représenté que 3 % en moyenne des besoins de financement. Pour couvrir des besoins en 2014 estimés supérieurs à ceux de l'année dernière, les ETI souhaitent faire un peu plus appel à l'autofinancement et plus encore à l'endettement et aux concours bancaires.

En 2013, la situation financière des ETI est demeurée saine pour la grande majorité d'entre elles : 70 % ont aisément obtenu les concours de trésorerie et à l'investissement sollicités. A l'inverse, 5 % seulement ont rencontré des difficultés majeures, contre 6 % en 2012. D'ailleurs, les trésoreries se sont assouplies, retrouvant pratiquement leur niveau du début de la décennie.

(1) Définition des ETI : cf. méthodologie p 68.

Cette enquête conjointe **DGCIS-Bpifrance**, consultable sur le site bpifrancelelab.fr, a fait l'objet d'une synthèse dans Le 4 pages de la **DGCIS** (N°33, Mai 2014)

1. PROFIL DES ETI NATIONALES

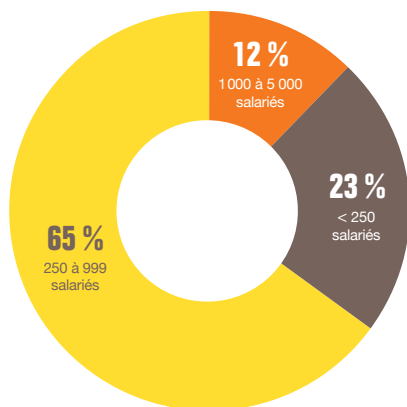


Ces résultats proviennent de la quatrième enquête annuelle menée conjointement par la **DGCIS** et **Bpifrance** auprès des 3 087 entreprises de taille intermédiaire (ETI) nationales⁽¹⁾, en mars 2014. L'analyse porte sur l'échantillon redressé de 525 ETI.

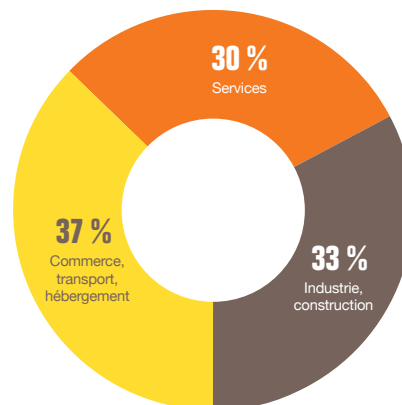
⁽¹⁾ ETI dont la tête de groupe est en France.

Caractéristiques des 3 087 ETI nationales

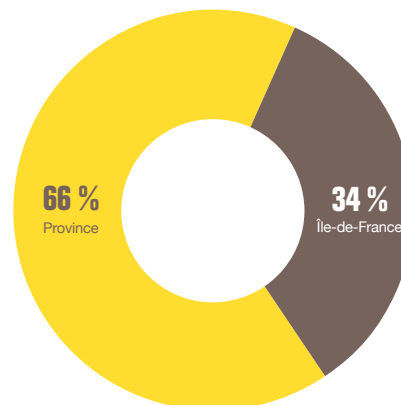
• RÉPARTITION DES ETI PAR TAILLE



• RÉPARTITION DES ETI PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ



• RÉPARTITION DES ETI PAR RÉGION

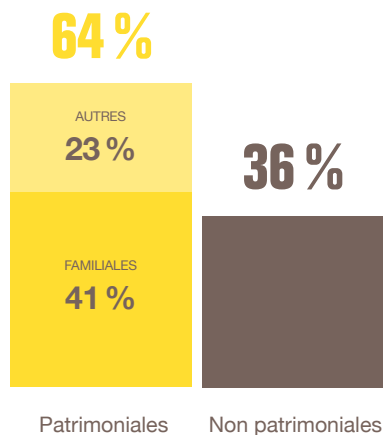


Source : DGCIS, INSEE.

Structure capitalistique

Une très large majorité (64 %) d'ETI sont des entreprises « patrimoniales »⁽¹⁾, leur capital étant détenu à 50 % et plus par une ou plusieurs personnes physiques nommément connues. Parmi elles, près des deux tiers sont dites « familiales », l'entreprise appartenant à une seule personne ou un lien de parenté existant entre les détenteurs du capital. Ces entreprises familiales représentent 41 % des ETI.

• RÉPARTITION DES ETI SELON LEUR CARACTÈRE PATRIMONIAL



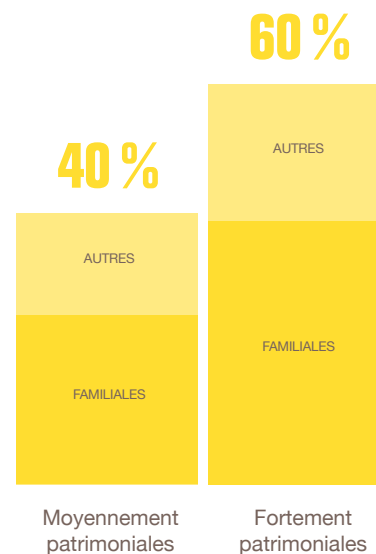
Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance - DGCIS** auprès des ETI.

(1) Entreprise dont au moins de la moitié du capital social est détenu par des personnes physiques nommément connues. Elles sont dites « familiales » si celles-ci ont un lien de parenté entre elles.

Selon le niveau de contrôle du capital par ces personnes, le caractère patrimonial de ces ETI est plus ou moins prononcé : les fortement patrimoniales (100 % du capital) et les moyennement patrimoniales (50 % à moins de 100 %).

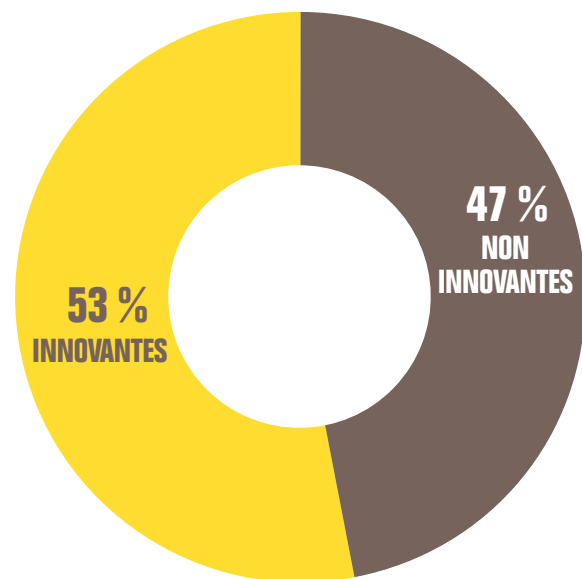
• RÉPARTITION DES ETI PATRIMONIALES SELON LE NIVEAU DE CONTRÔLE DU CAPITAL



Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance - DGCIS** auprès des ETI.

ETI et innovation : répartition des ETI selon leur caractère innovant



Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance - DGCIS** auprès des ETI.

ETI innovantes : caractérisation des actions au cours des 3 dernières années

Une entreprise est qualifiée « innovante » si elle a réalisé au moins une des 5 mesures suivantes au cours des 3 dernières années :

Financé des frais de recherche et développement (interne ou externe) ou recruté du personnel de R&D.

78 %

Acquis une licence d'exploitation d'un procédé ou d'une technologie.

16 %

Déposé un brevet, une marque, un dessin ou un modèle.

56 %

Développé pour le compte de tiers un produit ou procédé (prestation) nouveau ou significativement amélioré.

32 %

Commercialisé un nouveau produit, bien ou service, (hors simple revente de produits nouveaux achetés à d'autres entreprises et hors modifications esthétiques ou de conditionnement de produits précédemment existants) ou utilisé un nouveau procédé (ou méthode) de production, de commercialisation ou d'organisation. De plus, aucun produit ou procédé analogue n'était déjà commercialisé ou utilisé par des concurrents.

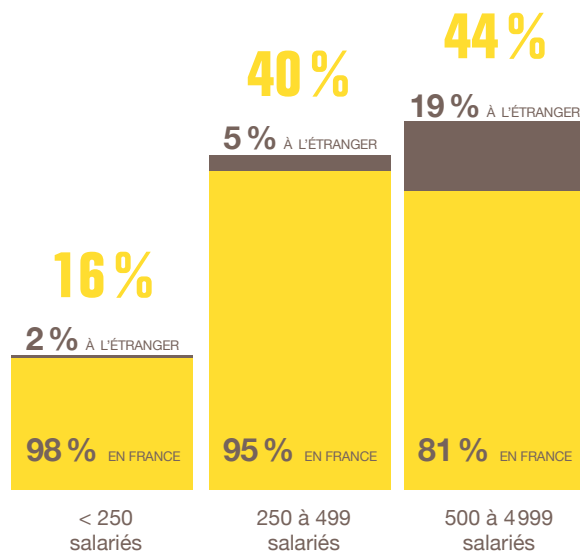
30 %

Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance - DGCIS** auprès des ETI.

Emploi

• RÉPARTITION PAR CLASSE D'EFFECTIF AVEC VENTILATION DES EFFECTIFS EN FRANCE ET À L'ÉTRANGER



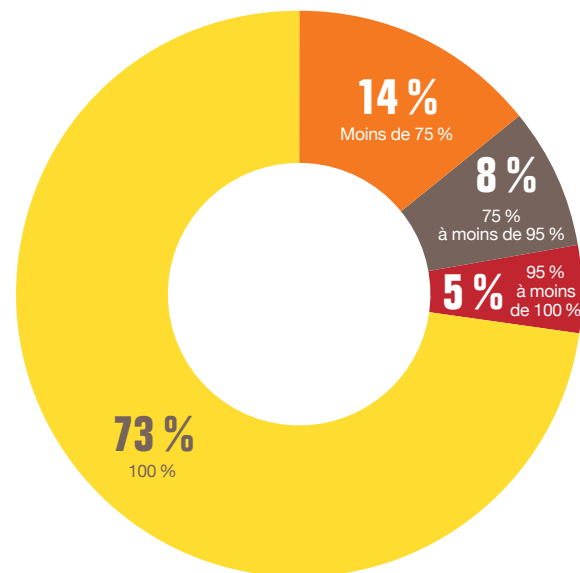
Plus de la moitié des ETI a moins de 500 salariés.

La moitié des ETI a moins de 438 salariés (moins de 391 en France) et un quart plus de 780 (plus de 656 en France). En 2013, 84 % des effectifs salariés des ETI se situent en France et seuls 13 % à l'étranger.

Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance - DGCIS** auprès des ETI.

• RÉPARTITION DES ETI SELON LA PART D'EFFECTIF EN FRANCE



Les ETI sont principalement implantées en France : 73 % y ont la totalité de leur effectif et 86 % y ont plus des trois quarts.

Les 14 % d'ETI ayant moins de 75 % de leur effectif en France sont pour plus des deux tiers (70 %) des entreprises de 500 salariés ou plus.

Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance - DGCIS** auprès des ETI.

Activité des ETI à l'international

Plus du tiers des ETI ont une activité à l'international.

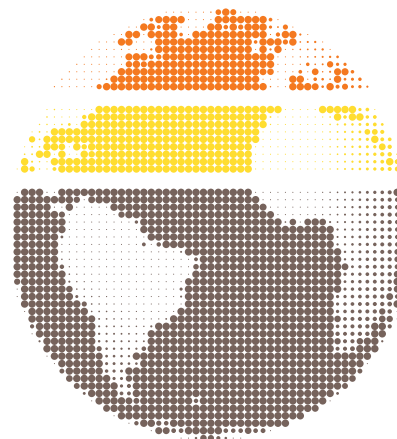
Le pourcentage moyen du chiffre d'affaires réalisé hors de France est de 14 % et 21 % des ETI font au moins le quart de leur activité en dehors de l'Hexagone.

La taille des ETI a une légère influence sur le poids moyen de l'international dans l'activité consolidée : il est de 11 % pour les ETI de moins de 500 salariés et de 19 % pour celles de 500 à 5 000 salariés. En revanche, l'innovation est un facteur très discriminant : les ETI classées innovantes réalisent en moyenne 22 % de leur activité à l'international, soit 3,5 fois plus que les « non innovantes ».

6 ETI très internationalisées sur 10 appartiennent au secteur de l'industrie.

En moyenne, 60 % de l'activité internationale des ETI se fait au sein de l'Union européenne et 38 % dans le reste du monde.

• RÉPARTITION DES ETI SELON LA PART DU CA À L'INTERNATIONAL



21 % **FORTE**
INTERNATIONALISATION
DE 25 % ET PLUS DU CA

16 % **MOYENNE**
INTERNATIONALISATION
DE 5 À MOINS DE 25 % DU CA

63 % **PAS OU PEU**
D'INTERNATIONALISATION
MOINS DE 5 % DU CA

Base : échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance** - **DGCIS** auprès des ETI.

Implantation des ETI à l'étranger

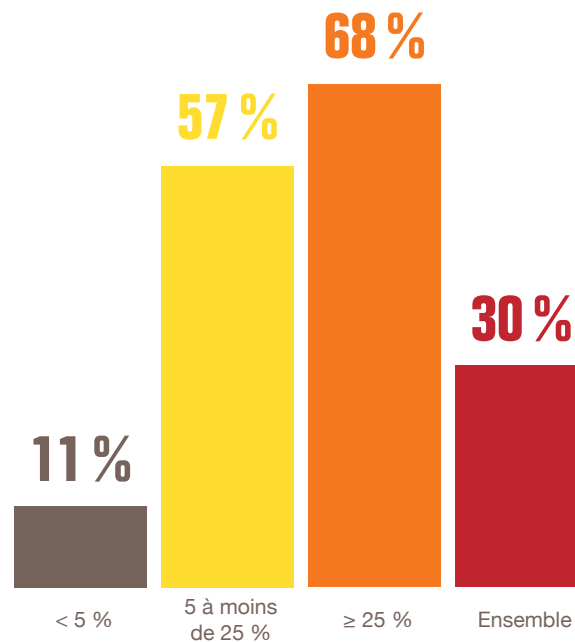
Les ETI, dans leur ensemble, ont en moyenne 1,6 filiale implantée à l'étranger. Parmi les 21 % d'ETI fortement internationalisées, 68 % d'entre elles ont en moyenne 5,8 filiales hors de France. Toutefois, seules 30 % des ETI ont au moins une implantation à l'étranger.

L'analyse qui suit porte sur cette population.

Ces ETI ont en moyenne 5,3 filiales. Ce chiffre augmente bien évidemment avec le poids de l'international dans l'activité : les ETI très internationalisées, qui représentent 48 % de cette population (vs 21 % pour l'ensemble des ETI), disposent en moyenne de 8,6 filiales hors de France, celles moyennement internationalisées de 2,8 filiales et celles pas ou peu internationalisées de 1,7 filiale.

Plus des trois quarts (77 %) des filiales et co-entreprises à l'étranger dépendent d'ETI très internationalisées et 91 % d'ETI innovantes.

• PROPORTION DES ETI AYANT AU MOINS UNE FILIALE À L'ÉTRANGER SELON LA PART DU CA À L'INTERNATIONAL



Base : ensemble de l'échantillon d'analyse redressé.

Source : enquête **Bpifrance** - DGCIS auprès des ETI.

La nature des implantations à l'étranger, de production et/ou de distribution, dépend du degré d'internationalisation.

Les ETI peu ou pas internationalisées ont des filiales plus spécifiquement dédiées soit à la production soit à la distribution, alors que les filiales des très internationalisées sont plus généralement mixtes.

• **RÉPARTITION DES ETI SELON LA PART DU CHIFFRE D'AFFAIRES À L'INTERNATIONAL ET LE TYPE DE LA FILIALE**

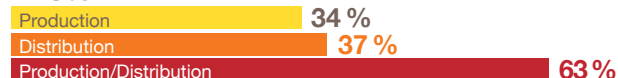
< 5 %



5 À MOINS DE 25 %



≥ 25 %



ENSEMBLE



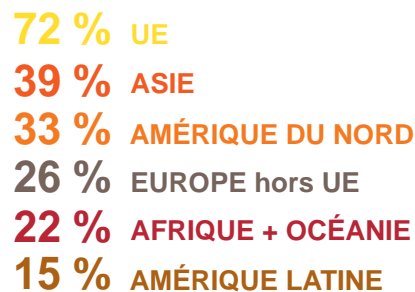
Base : échantillon redressé - ETI ayant au moins une filiale à l'étranger.

Source : enquête **Bpifrance** - **DGCIS** auprès des ETI.

Les filiales à l'étranger sont principalement implantées dans l'Union européenne.

Près des trois quarts des ETI avec filiales étrangères y ont une ou plusieurs implantations. Plus d'un tiers (39 %) également sont présentes en Asie et 33 % en Amérique du Nord.

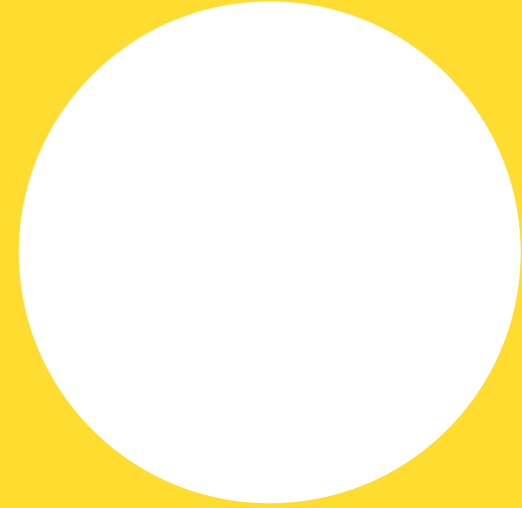
• **ZONES D'IMPLANTATION À L'ÉTRANGER DES ETI**



Base : échantillon redressé - ETI ayant au moins une filiale à l'étranger.

Source : enquête **Bpifrance** - **DGCIS** auprès des ETI.

2. ACTIVITÉ



**L'accélération
des affaires en 2014
viendra des ETI
très internationalisées.**

En mars 2014, 39 % des ETI anticipent une progression de leur chiffre d'affaires consolidé sur l'année et 16 % une diminution, soit un solde prévisionnel⁽¹⁾ à + 23, contre + 21 début 2013. Malgré une faible progression sur un an, cet indicateur avancé de l'activité reste bien en dessous de sa moyenne depuis 2011, qui ressort à + 31,2.

Les perspectives de croissance sont très positivement corrélées à la taille salariale. L'indicateur prévisionnel est en forte hausse sur un an, à + 39, chez les ETI de plus de 500 salariés. En revanche, il redescend à + 1 chez celles de moins de 250 salariés.

Les anticipations se redressent dans l'industrie et la construction, avec un indicateur à + 26 (+ 10 points). Elles sont stables, à + 27 dans les services⁽²⁾ ainsi que dans le groupe « commerce, transports et hébergement », à +16.

La croissance de l'activité est principalement attendue chez les ETI internationalisées, le chiffre d'affaires net à l'international étant la somme de la production nationale exportée et des ventes en dehors de l'Hexagone de la production des filiales situées à l'étranger. Ainsi, les ETI réalisant au moins 5 % de leur activité à l'international escomptent une assez vive progression de leur activité consolidée en 2014, avec un indicateur prévisionnel en hausse à + 39 en moyenne. Par contre, le solde prévisionnel recule de 4 points sur 2013, à + 13, pour celles dont le CA à l'international est nul ou inférieur à 5 %.

L'importance de l'implantation à l'étranger comme relais de croissance est encore plus net lorsque l'on considère le poids des effectifs situés hors de France. L'indicateur prévisionnel d'activité plafonne à +12 pour les ETI dont la totalité des effectifs salariés sont en France, tandis qu'il culmine à + 61 pour celles dont plus du quart sont employés dans des filiales à l'étranger.

L'innovation est bien sûr un facteur discriminant sur les perspectives de croissance. L'indicateur prévisionnel stagne à +11 chez les ETI classées « non innovantes », alors qu'il progresse à + 32 chez les « innovantes ».

Les ETI « patrimoniales » dans leur ensemble ont des prévisions légèrement inférieures à celles des ETI « non patrimoniales », leur indicateur ressortant à respectivement + 20 et + 28. Cependant les ETI « familiales », qui rassemblent les deux tiers des ETI « patrimoniales », sont pratiquement aussi optimistes (+ 25) que les ETI « non patrimoniales » (+ 28).

(1) Solde d'opinion : cf. méthodologie p 69.

(2) Activités spécialisées, scientifiques et techniques, activités de soutien, information et communication, enseignement santé et action sociale, activités immobilières, activités financières et autres activités de services.

• **PRÉVISIONS D'ACTIVITÉ DES ETI EN 2014**
EN SOLDE D'OPINION

TAILLE	PART DES ETI CONCERNÉES	SOLDE D'OPINION	SOLDE D'OPINION Rappel mars 2013
< 250 salariés	16 %	+ 1	+ 13
250 à 499 salariés	40 %	+ 13	+ 12
500 à 4 999 salariés	44 %	+ 39	+ 26

SECTEURS

Industrie, construction	33 %	+ 26	+ 16
Commerce, transport, hébergement	37 %	+ 16	+ 18
Services	30 %	+ 27	+ 29

**PART DU CA À L'INTERNATIONAL
EN 2013**

Moins de 5 %	63 %	+ 13	+ 17
5 % à moins de 25 %	16 %	+ 36	+ 16
25 % et plus (ETI très internationalisées)	21 %	+ 40	+ 35

**PART DES EFFECTIFS
EN FRANCE EN 2013**

Moins de 75 % (ETI très internationalisées)	14 %	+ 61	+ 28
75 % à moins de 95 %	8 %	+ 38	+ 35
95 % à moins de 100 %	5 %	+ 44	+ 30
100 %	73 %	+ 12	+ 15

**CLASSIFICATION
"INNOVANTES"**

ETI innovantes	53 %	+ 32	+ 27
ETI non innovantes	47 %	+ 11	+ 11

STATUT DU CAPITAL

Non patrimonial	36 %	+ 28	
Patrimonial	64 %	+ 20	
Dont familial	41 %	+ 25	

ENSEMBLE DES ETI	100 %	+ 23	+ 21
-------------------------	--------------	-------------	-------------

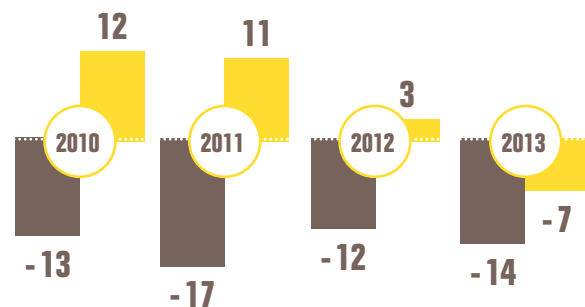
Lecture : 44 % des ETI emploient de 500 à 4 999 salariés. Le solde prévisionnel d'évolution de leur activité en 2014 s'établit à + 39, contre + 26 prévu en mars 2013 pour cette année-là.

Exportations : les objectifs n'ont pas été atteints en 2013

Comme précédemment, les ETI « moyennement internationalisées » ont eu du mal en 2013 à réaliser les objectifs qu'elles s'étaient fixés.

C'est la première fois depuis le lancement de l'enquête début 2011 que les ETI « fortement internationalisées » ont été sensiblement en dessous de leurs objectifs.

• INDICATEUR DE RÉALISATION DES OBJECTIFS À L'EXPORTATION EN SOLDE D'OPINION POUR L'ANNÉE ÉCOULÉE



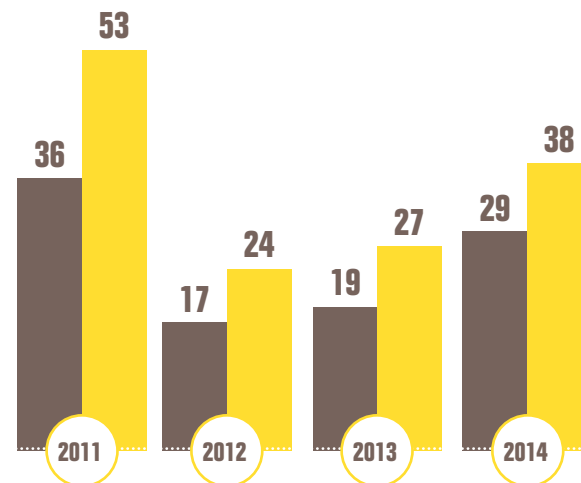
Part du CA à l'international :
 ■ 5 % à moins de 25 % (16 % des ETI)
 ■ 25 % et plus (21 % des ETI)

Source : enquête **Bpifrance** - **DGCIS** auprès des ETI.

Les prévisions pour 2014 sont assez optimistes

Les perspectives de hausse des exportations s'améliorent et se rapprochent de celles qui prévalaient début 2011, avant que la reprise économique ne cale en France et plus généralement en Europe en 2012-2013.

• INDICATEUR PRÉVISIONNEL DE L'ACTIVITÉ À L'EXPORTATION EN SOLDE D'OPINION POUR L'ANNÉE EN COURS



Part du CA à l'international :
 ■ 5 % à moins de 25 %
 ■ 25 % et plus

Source : enquête **Bpifrance** - **DGCIS** auprès des ETI.

Les carnets de commandes sont restés faibles en 2013, au niveau de 2012

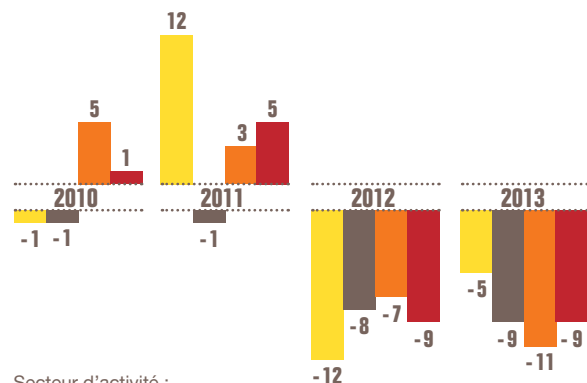
Le niveau des carnets de commandes ou réservations reçues en 2013 est considéré insuffisant, avec un solde d'opinion à - 9⁽¹⁾, identique à celui de l'année 2012.

Aucun facteur n'est discriminant sur le jugement, sinon le secteur d'activité.

Les carnets de commandes des ETI de l'industrie et de la construction sont jugés un peu moins dégarnis sur 2013 que sur l'année précédente.

Ils semblent s'être plutôt rétrécis l'an dernier dans les services.

• INDICATEUR DES CARNETS DE COMMANDES PASSÉS EN SOLDE D'OPINION POUR L'ANNÉE ÉCOULÉE



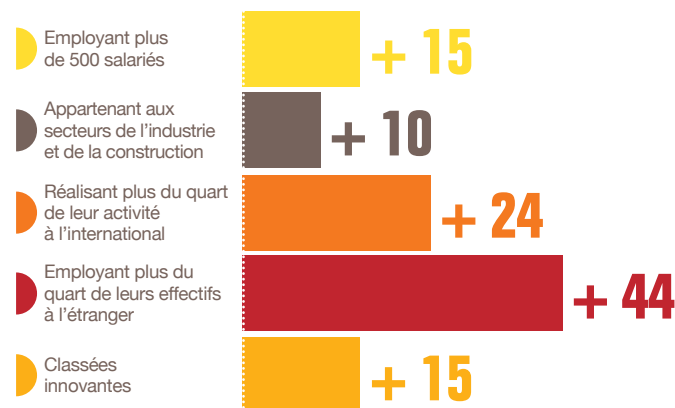
Secteur d'activité :
 ■ Industrie, construction
 ■ Commerce, transport, hébergement
 ■ Services
 ■ Ensemble

Source : enquête **Bpifrance - DGCIS** auprès des ETI.

Ils devraient se regarnir en 2014

L'indicateur prévisionnel des carnets de commandes ou de réservations gagne 14 points en un an, à + 6.

• IL EST SIGNIFICATIVEMENT PLUS ÉLEVÉ QUE LA MOYENNE DANS LES ETI AYANT LES CARACTÉRISTIQUES SUIVANTES :



(1) Solde des pourcentages des opinions opposées : 10 % « bien garnis » moins 19 % « faibles » en 2013.

Source : enquête **Bpifrance - DGCIS** auprès des ETI.

3. EMPLOI

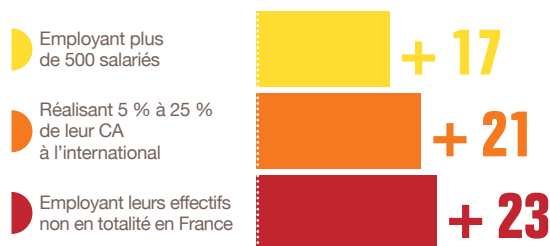
**Progression modérée
des effectifs prévue,
tant en France
qu'à l'étranger.**

La progression des effectifs devrait un peu s'accélérer en France...

Les ETI annoncent une notable augmentation de leurs effectifs dans l'Hexagone, avec un indicateur prévisionnel à +12. Cet indicateur est au double de sa valeur de 2013 (+6) mais encore assez en dessous des niveaux de 2011 (+23) et 2012 (+20).

La hausse des effectifs consolidés sur le territoire national proviendrait principalement du secteur des services (indicateur à +17). Dans l'industrie et la construction, la progression serait plus faible (+7), après une légère érosion en 2013 (-3). La progression se situerait dans la moyenne dans les autres secteurs d'activité.

- **LES PRÉVISIONS D'AUGMENTATION DES EFFECTIFS SALARIÉS EN FRANCE SONT PLUS FRÉQUENTES QUE LA MOYENNE DANS LES ETI PRÉSENTANT LES CARACTÉRISTIQUES SUIVANTES :**



Source : enquête **Bpifrance - DGCIS** auprès des ETI.

...tout comme à l'étranger

L'indicateur prévisionnel d'évolution des effectifs consolidés hors de France montre une progression régulière depuis 3 ans, soit +12 en 2014, après +10 en 2013 et +8 en 2012.

Il est significativement plus élevé dans l'industrie, la construction et les services, à +18, que dans les secteurs du commerce, des transports et de l'hébergement, à +8.

- **EN TOUTE LOGIQUE, L'INDICATEUR PRÉVISIONNEL DES EFFECTIFS À L'ÉTRANGER CULMINE DANS LES ENTREPRISES TRÈS INTERNATIONALISÉES :**



Les ETI classées innovantes ont des anticipations de croissance de leurs effectifs consolidés plus élevées que les non innovantes, tant en dehors de l'Hexagone que sur le territoire national.

- **INDICATEUR PRÉVISIONNEL DE CROISSANCE DES EFFECTIFS SELON LE CARACTÈRE INNOVANT DES ETI**



Source : enquête **Bpifrance - DGCIS** auprès des ETI.

• **PRÉVISIONS D'ÉVOLUTION DE L'EFFECTIF SALARIÉ
DES ETI EN 2014**
EN SOLDE D'OPINION

TAILLE	PART DES ETI CONCERNÉES	ÉTRANGER (Rappel mars 2013)	FRANCE (Rappel mars 2013)
< 250 salariés	16 %	- 1 (- 4)	+ 6 (+ 3)
250 à 499 salariés	40 %	+ 5 (+ 6)	+ 9 (- 2)
500 à 4999 salariés	44 %	+ 23 (+ 19)	+ 17 (+ 12)

SECTEURS

Industrie, construction	33 %	+ 18 (+ 15)	+ 7 (- 4)
Commerce, transport, hébergement	37 %	+ 8 (- 11)	+ 13 (+ 9)
Services	30 %	+ 18 (+ 9)	+ 17 (+ 11)

PART DU CA À L'INTERNATIONAL EN 2013

Moins de 5%	63 %	+ 3 (+ 1)	+ 12 (+ 5)
5% à moins de 25%	16 %	+ 16 (+ 18)	+ 21 (+ 14)
25% et plus (ETI très internationalisées)	21 %	+ 35 (+ 32)	+ 10 (- 0)

PART DES EFFECTIFS EN FRANCE EN 2013

Moins de 75% (ETI très internationalisées)	14 %	+ 57 (+ 38)	+ 17 (- 3)
75% à moins de 95%	8 %	+ 29 (+ 32)	+ 17 (+ 22)
95% à moins de 25%	5 %	+ 15 (+ 17)	+ 49 (+ 11)
100%	73 %	+ 0 (+ 1)	+ 8 (+ 4)

CLASSIFICATION "INNOVANTES"

ETI innovantes	66 %	+ 19 (+ 16)	+ 16 (+ 6)
ETI non innovantes	34 %	+ 4 (+ 2)	+ 8 (+ 5)

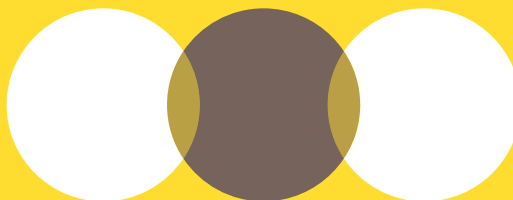
STATUT DU CAPITAL

Non patrimonial	36 %	+ 15	+ 12
Patrimonial	64 %	+ 9	+ 13
Dont familial	41 %	+ 11	+ 15

ENSEMBLE DES ETI	100 %	+ 12 (+ 10)	+ 12 (+ 6)
-------------------------	--------------	--------------------	-------------------

Source : enquête **Bpifrance - DGCIS** auprès des ETI.

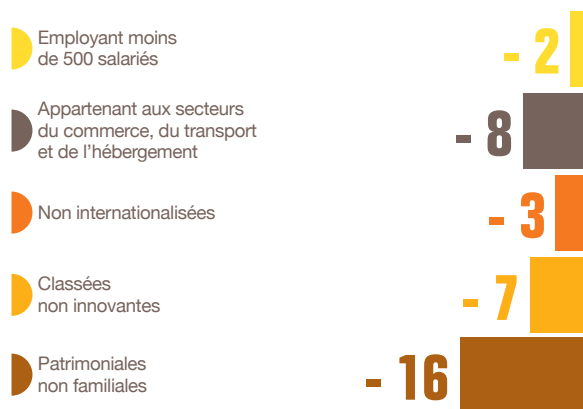
4. SITUATION FINANCIÈRE



**Les trésoreries se sont
assouplies en 2013
et devraient continuer
à se détendre en 2014.**

La situation de la trésorerie en 2013 est estimée « aisée » dans 20 % des ETI et « difficile » dans 19 %. L'indicateur de la trésorerie passé est donc positif à +1 en mars 2014, contre -5 douze mois auparavant.

• **CET INDICATEUR DEMEURE NÉGATIF DANS LES ETI PRÉSENTANT AU MOINS UNE DES CARACTÉRISTIQUES SUIVANTES :**



Source : enquête **Bpifrance - DGCIS** auprès des ETI.

Les perspectives d'évolution de l'état de la trésorerie en 2014 sont globalement positives, l'indicateur prévisionnel ressortant à + 4, contre -14 un an plus tôt.

• **L'INDICATEUR PRÉVISIONNEL DE LA TRÉSORERIE EST STABLE OU NÉGATIF POUR LES ETI SUIVANTES :**



Source : enquête **Bpifrance - DGCIS** auprès des ETI.



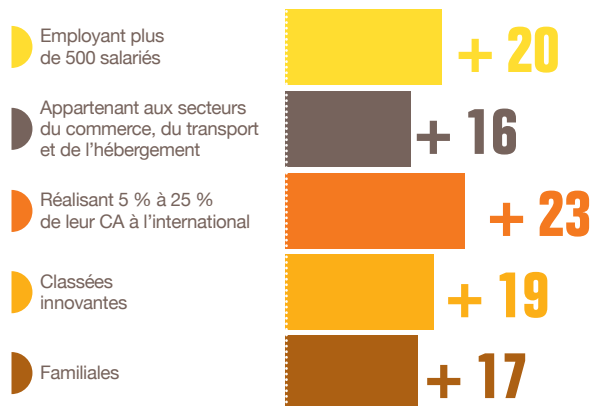
5. CROISSANCE INTERNE



**Peu dynamique
en 2013 mais sensible
accélération prévue
en 2014.**

Les ETI ont été interrogées sur l'évolution du volume global de leurs investissements physiques⁽¹⁾ et immatériels⁽²⁾ de 2013 par rapport à ceux de 2012. Pour 35 % d'entre elles, ils ont progressé et pour 22 % diminué. L'indicateur d'évolution des investissements de croissance effectués au cours de l'année précédente s'établit à +13, au plus bas depuis le début de la décennie (moyenne sur 4 ans de + 22,0).

• **SELON CET INDICATEUR, LES INVESTISSEMENTS INTERNES ONT ÉTÉ LES PLUS DYNAMIQUES EN 2013 DANS LES ETI AYANT AU MOINS UNE DES CARACTÉRISTIQUES SUIVANTES :**

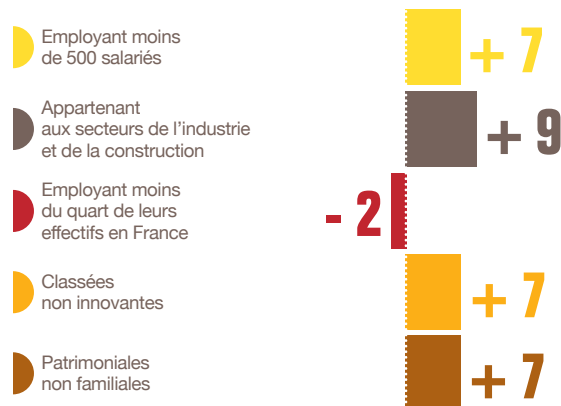


Source : enquête **Bpifrance - DGCIS** auprès des ETI.

(1) Investissements physiques : immobilier, outil de production...

(2) Investissements immatériels : R&D, formation, labels...

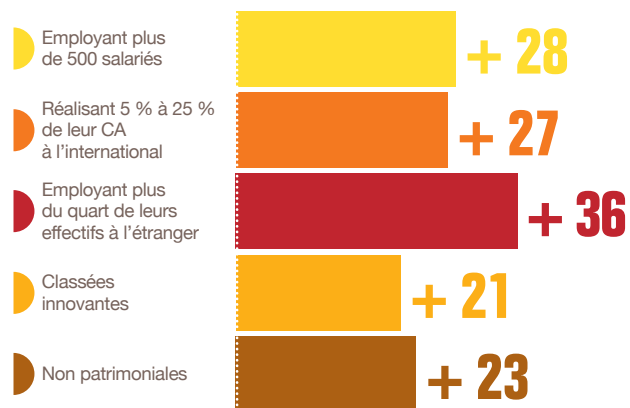
• **À L'OPPOSÉ, ILS ONT ÉTÉ LES PLUS TIMIDES POUR LES ENTREPRISES SUIVANTES :**



Source : enquête **Bpifrance - DGCIS** auprès des ETI.

Les intentions de développement des investissements de croissance interne en 2014 sont en progression, l'indicateur prévisionnel pour l'année en cours remontant de 12 points en un an, à +17 (moyenne sur la décennie à +17,5).

• **L'INDICATEUR PRÉVISIONNEL D'INVESTISSEMENT EST LE PLUS ÉLEVÉ DANS LES ETI AYANT AU MOINS UNE DES CARACTÉRISTIQUES SUIVANTES :**



Source : enquête **Bpifrance - DGCIS** auprès des ETI.



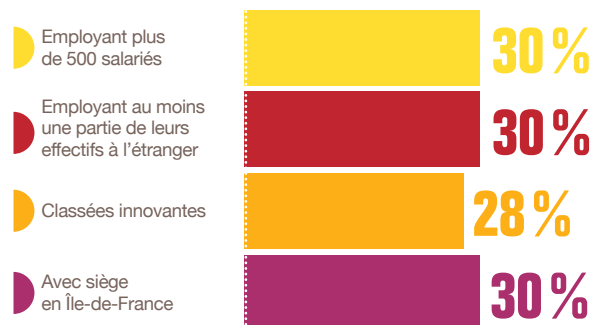
6. CROISSANCE EXTERNE

De très nombreuses opérations réalisées et envisagées, un peu plus souvent par prise de participations que par création de filiales.

Près du quart des ETI françaises a créé au moins une filiale en 2013, tout comme au cours des années précédentes

Au regard de la création de filiales, quelques facteurs sont discriminants, indépendamment de la localisation nationale ou internationale de celles-ci.

- **LE TAUX DE CRÉATION D'AU MOINS UNE FILIALE EN 2013 EST SUPÉRIEUR À LA MOYENNE (23 %) POUR LES ETI DES CATÉGORIES SUIVANTES :**

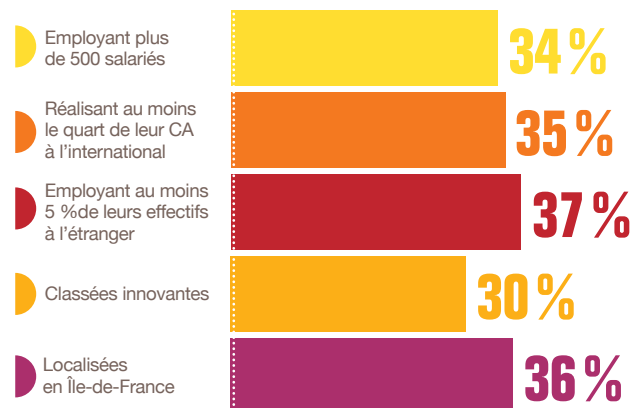


Source : enquête **Bpifrance** - **DGCIS** auprès des ETI.

Un quart des ETI a des projets de création de nouvelles filiales en 2014

La proportion est indépendante du secteur d'activité.

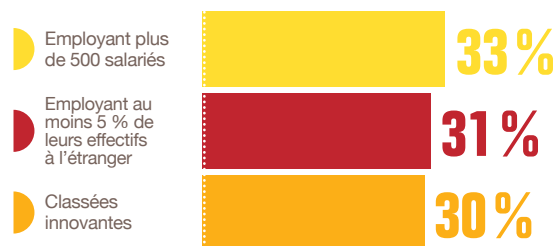
- **ELLE EST CEPENDANT PLUS ÉLEVÉE QUE LA MOYENNE (25 %) DANS LES ENTREPRISES PRÉSENTANT LES CARACTÉRISTIQUES SUIVANTES :**



Source : enquête **Bpifrance** - **DGCIS** auprès des ETI.

Un quart des ETI a pris des participations dans d'autres entreprises en 2013...

- CES ENTREPRISES SONT PROPORTIONNELLEMENT PLUS NOMBREUSES DANS LES CATÉGORIES SUIVANTES :



...et un tiers pensent prendre de nouvelles participations en 2014

- CES ETI SE RETROUVENT PLUS SOUVENT QUE LA MOYENNE (33 %) DANS LES CATÉGORIES SUIVANTES :



Une ETI sur sept a un projet ferme de création de filiale ou de prise de participations à l'étranger

L'Union européenne demeure la première zone d'implantation ciblée, suivie par l'Asie.

Parmi les ETI ayant des projets fermes d'implantation à l'international, 70 % disposent déjà d'au moins une filiale à l'étranger.

- RÉPARTITION DES 14 % D'ETI AYANT UN OU PLUSIEURS PROJETS À L'ÉTRANGER PAR ZONE D'IMPLANTATION (Rappel pour 16 % en 2013)

UNION EUROPÉENNE



ASIE



EUROPE HORS UE



AFRIQUE+OCÉANIE



AMÉRIQUE DU NORD



AMÉRIQUE LATINE



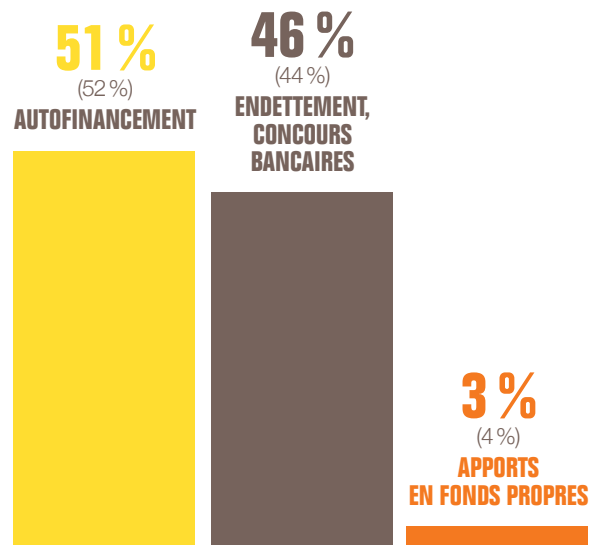
Lecture : 7 % des ETI ont un projet à court terme dans l'UE, contre 6 % en 2013.

Source : enquête **Bpifrance - DGCIS** auprès des ETI.

La moitié des investissements de croissance a été autofinancée en 2013...

Le recours aux apports en fonds propres apparaît marginal en moyenne, tandis que l'endettement et les concours bancaires couvrent près de la moitié des besoins de financement.

- **PLAN DE FINANCEMENT MOYEN DES INVESTISSEMENTS DE CROISSANCE RÉALISÉS PAR LES ETI EN 2013**
(Rappel en 2012)



Source : enquête **Bpifrance - DGCIS** auprès des ETI.

...et les ETI souhaitent proportionnellement recourir un peu plus à l'endettement et aux concours bancaires en 2014

Les investissements de croissance, tant interne qu'externe, sont prévus en sensible hausse. Ceci devrait donc générer des besoins de financement supplémentaires par rapport à 2013.

Les ETI envisagent d'accroître le volume de l'autofinancement en 2014, avec un solde d'utilisation prévisionnel positif à + 8. Elles souhaitent aussi recourir davantage encore à l'endettement et aux concours bancaires, l'indicateur prévisionnel pour ce type de financement s'établissant à +13.

En revanche, elles ne semblent pas avoir l'intention de faire plus appel aux apports en fonds propres, l'indicateur prévisionnel pour 2014 étant nul. C'est mieux toutefois qu'en 2013 où il était négatif à - 5.



7. FINANCEMENTS EXTERNES

**Les ETI obtiennent le plus
souvent facilement
les concours financiers
sollicités.**

5 % des ETI ont eu des difficultés majeures d'accès au crédit en 2013, contre 6 % en 2012

Les entreprises ont été interrogées sur les difficultés qu'elles ont pu rencontrer dans l'accès aux concours bancaires de trésorerie ou à l'investissement au cours de l'année précédente.

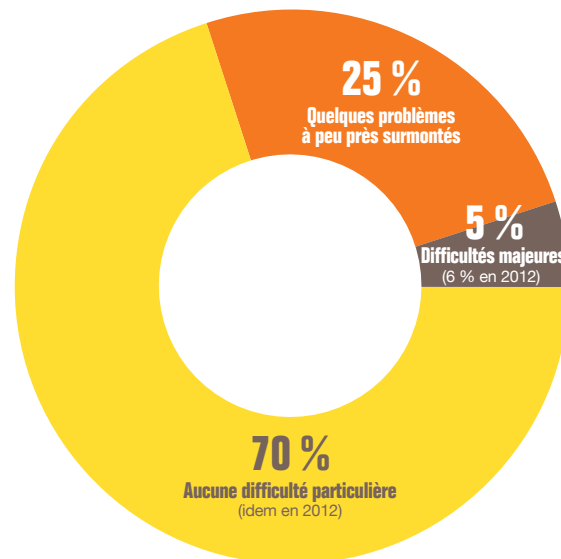
En 2013, 3 % des entreprises n'ont pu obtenir aucune facilité de la part des banques pour financer leur exploitation courante, au lieu de 4 % en 2012.

Aucun facteur n'est discriminant sur ce point, sinon le secteur d'activité : 6 % des ETI de l'industrie et de la construction n'ont pu obtenir aucun concours de trésorerie, contre 2 % dans les autres secteurs.

D'un autre côté, 4 % des ETI ont dû annuler ou reporter leurs projets d'investissement en 2013, comme en 2012, faute de recevoir l'appui financier des établissements de crédit.

Aucun facteur d'analyse n'est discriminant.

- NIVEAU DE DIFFICULTÉ RENCONTRÉ EN 2013 PAR LES ETI POUR FINANCER LEUR TRÉSORERIE OU LEURS PROJETS D'INVESTISSEMENT :



Source : enquête **Bpifrance** - **DGCIS** auprès des ETI.

L'insuffisance des marges est considérée comme un frein majeur au développement

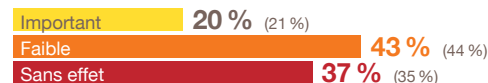
Les ETI ont été amenées à donner leur appréciation sur 4 types d'obstacles possibles au développement de leur entreprise : « le manque de fonds propres », « l'endettement excessif », « le resserrement des conditions d'accès au crédit » et « la réduction des marges ».

Les 3 premiers constituent un frein important pour une ETI sur 5, sans changement notable pour le manque de fonds propres et l'endettement. En revanche, l'accès au crédit semble plus aisé, avec seulement 22 % de citations comme obstacle majeur en mars 2014, contre 29 % en 2013 et 31 % en 2012.

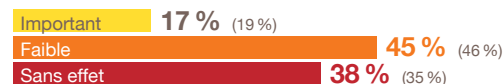
Cependant, la réduction des marges d'exploitation demeure le principal frein au développement des ETI, citée par 58 % des ETI.

• APPRÉCIATION DES FREINS AU DÉVELOPPEMENT EN MARS 2014 (Rappel en mars 2013)

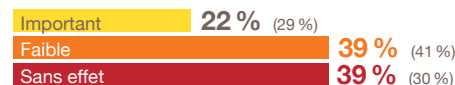
MANQUE DE FONDS PROPRES



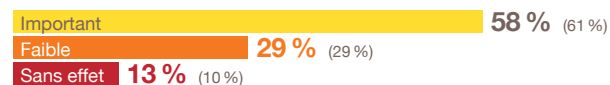
ENDETTEMENT EXCESSIF



RESSERREMENT DES CONDITIONS D'ACCÈS AU CRÉDIT



RÉDUCTION DES MARGES



Source : enquête **Bpifrance** - **DGCIS** auprès des ETI.

Accès au crédit bancaire à court terme : les garanties exigées restent une contrainte importante pour le quart des ETI

En matière d'accès aux prêts bancaires à court terme, les garanties demandées à l'entreprise constituent toujours la principale contrainte, avec 24 % de citations. Le niveau des taux d'intérêt est jugé contraignant par 10 % des ETI et le coût d'assurance par 7 % seulement.

- **APPRÉCIATION DES CONTRAINTES LIÉES AUX PRÊTS À COURT TERME EN MARS 2014**
(Rappel en mars 2013)

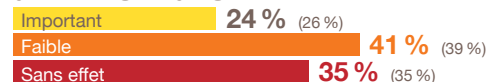
NIVEAU DES TAUX D'INTÉRÊT



COÛT D'ASSURANCE



GARANTIES EXIGÉES



Source : enquête **Bpifrance** - **DGCIS** auprès des ETI.

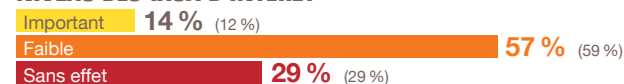
Accès aux prêts bancaires à l'investissement : les garanties exigées sont jugées contraignantes par le tiers des ETI

Le niveau des taux d'intérêt et le coût additionnel d'assurance des crédits bancaires à l'investissement sont considérés pénalisants par un peu plus d'une ETI sur dix, proportion en légère hausse sur un an.

Les garanties exigées pour la mise en place des concours financiers sont jugées pesantes par le tiers des ETI, au même niveau qu'en 2013.

- **APPRÉCIATION DES CONTRAINTES LIÉES AUX PRÊTS À MOYEN ET LONG TERME EN MARS 2014**
(Rappel en mars 2013)

NIVEAU DES TAUX D'INTÉRÊT



COÛT D'ASSURANCE

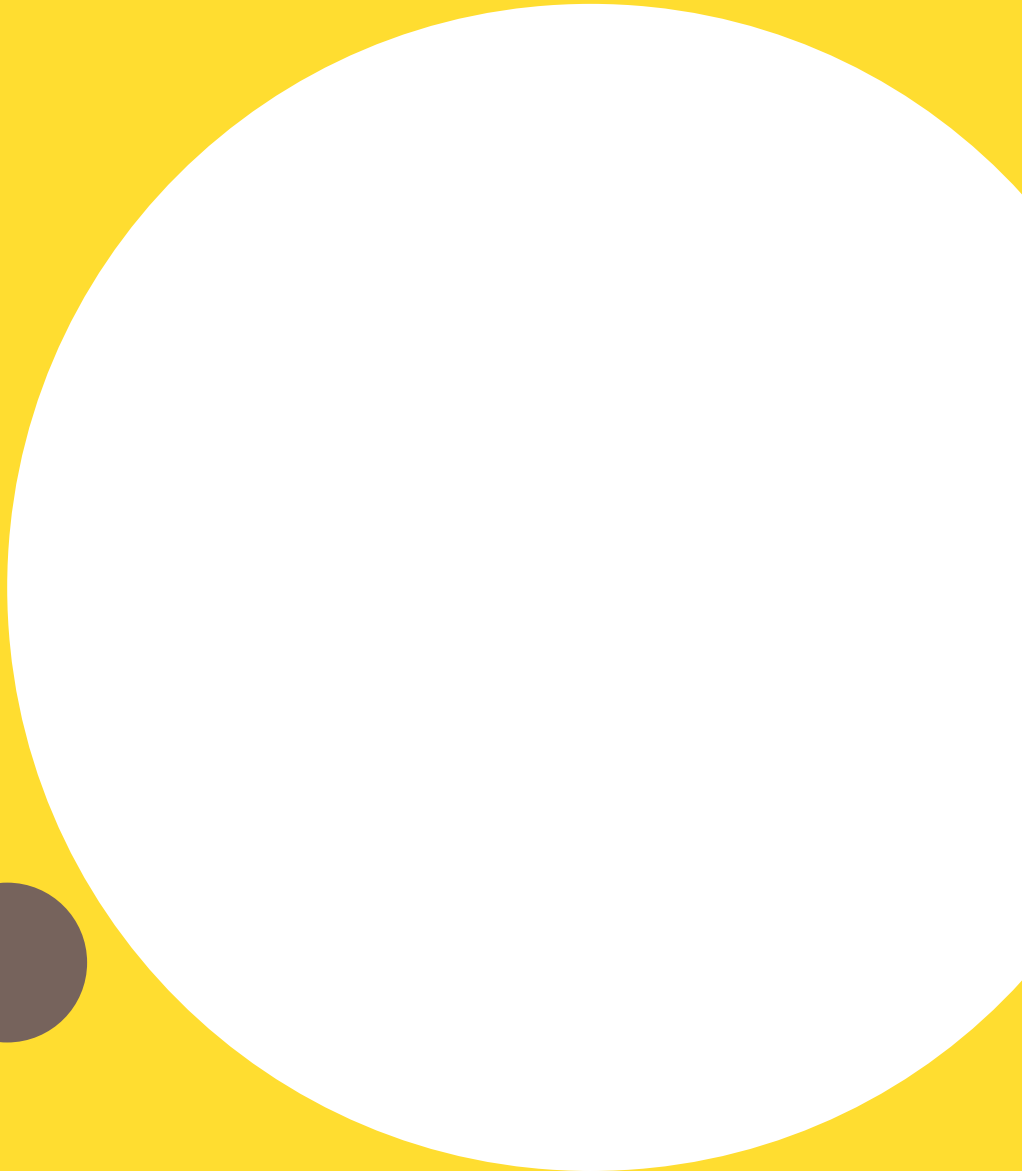


GARANTIES EXIGÉES



Source : enquête **Bpifrance** - **DGCIS** auprès des ETI.

8. MÉTHODOLOGIE



Ces résultats proviennent de la quatrième enquête de conjoncture menée conjointement par la **DGCIS** et **Bpifrance** auprès des entreprises de taille intermédiaire (ETI) nationales⁽¹⁾, en mars 2014. Cette enquête initiée en 2011 est actualisée chaque année.

Définition des ETI

La nouvelle catégorie des entreprises de taille intermédiaire a été introduite par la loi de modernisation de l'économie d'août 2008, et précisée par le décret de décembre 2008. Ce sont les entreprises qui n'appartiennent pas à la catégorie des petites et moyennes entreprises⁽²⁾, et qui :

- d'une part, occupent moins de 5 000 personnes ;
- d'autre part, ont un chiffre d'affaires annuel n'excédant pas 1,5 Md€ ou un total du bilan annuel n'excédant pas 2 Md€.

Elles se situent donc entre les PME et les grandes entreprises (GE).

Périmètre de l'étude

La population de référence des 3 087 ETI nationales, qui ont servi de base à cette enquête, est composée des 654 ETI ayant répondu à l'enquête de conjoncture 2013 et de 2 433 entreprises qualifiées « ETI »⁽³⁾ par la **DGCIS**.

(1) ETI dont la tête de groupe est en France.

(2) Entreprises employant moins de 250 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 50 M€ ou le bilan annuel 43 M€.

(3) Les entreprises ont été sélectionnées à partir des bases INSEE.

Échantillon d'analyse et méthode de redressement

Un questionnaire a été adressé à ces entreprises fin février 2014. Sur les 731 questionnaires reçus avant le 8 avril, 525 ont été validés pour constitution de l'échantillon d'analyse.

Ont été écartées les entreprises hors critères ETI et celles dont le questionnaire était incomplet ou mal rempli.

Cet échantillon a été redressé en fonction des 3 critères :

- taille ;
- secteur d'activité ;
- région.

L'analyse porte sur les données consolidées lorsqu'il y en a d'établies (77% de l'échantillon), sinon sur les données sociales de l'entreprise répondante.

Indicateur ou solde d'opinion

Les indicateurs calculés en solde d'opinion sont d'usage classique dans les enquêtes de conjoncture pour suivre dans le temps l'évolution de l'appréciation des principaux paramètres socio-économiques (activité, emploi, exportations, investissements...) et financiers (trésorerie, accès au crédit...).

Ils correspondent à des soldes de pourcentages d'opinions opposées :

- Indicateurs en évolution =
$$[(\% \text{ « en hausse »}) - (\% \text{ « en baisse »})] \times 100$$
- Indicateurs en niveau =
$$[(\% \text{ « aisé »}) - (\% \text{ « difficile »})] \times 100$$



Pour contacter Bpifrance de votre région

—
bpifrance.fr

Bpifrance

27-31, avenue du Général Leclerc
94710 Maisons-Alfort Cedex
Tél. : 01 41 79 80 00



Réf. : 6802-05 - ISSN : 2260-5665

Achevé d'imprimer sur les presses de l'imprimerie ICI CHOLET

bd du Cormier - 49303 Cholet - RCS Angers 422 433 128

Imprimé en France : mai 2014.

Ce document est imprimé avec des encres végétales
sur du papier fabriqué à 100 % à base de fibres provenant
de forêts gérées de manière durable et équitable
par un professionnel labellisé Imprim'Vert.

